

Chronologie 1999*

Environnement extérieur de la France

Événements internationaux

- I. 13 — Dévaluation de 9 % du réal brésilien. Démission de Francisco Lopes, gouverneur de la Banque centrale brésilienne.
- 18 — La Banque centrale brésilienne augmente son taux directeur de 36 à 41 % pour contrôler la crise financière.
- X. 13 — Le prix Nobel d'Économie est attribué à Robert Mundell (Canada) pour son « analyse de la politique monétaire et fiscale dans les différents systèmes de taux de change et des zones monétaires optimales ».
- XI.15 — Après treize années de pourparlers, les États-Unis acceptent l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
- 30-3 XII — Réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle (États-Unis). Aucun accord n'est conclu.

Europe

- I.1 — Naissance de la monnaie unique européenne : l'euro.
- 1 — Francfort devient le siège de la Banque centrale européenne (BCE). Wim Duisenberg est nommé président de la BCE.
- 1 — Présidence européenne : l'Allemagne succède au Royaume-Uni pour six mois.
- III. 16 — Démission collective de la Commission européenne présidée par Jacques Santer.
- 18 — Fin de la conférence de paix à Rambouillet (France) sur la question du Kosovo. Seuls les Albanais du Kosovo signent cet accord, la délégation serbe s'y refusant.

* Une chronologie pour les années 1972 à 1981 se trouve dans le numéro 1 de la *Revue de l'OFCE* et pour les années suivantes dans les numéros 3, 6, 10, 14, 18, 22, 26, 30, 35, 39, 43, 48, 52, 56, 60, 64 et 68. Jusqu'au numéro 26 les événements y sont répartis en deux catégories, politiques et économiques ; ensuite ils sont réunis, mais avec, comme antérieurement, une première partie consacrée à l'environnement extérieur de la France et une seconde à la France.

-
- 24 — Le démocrate-chrétien Romano Prodi, ancien président du Conseil italien, est nommé à la présidence de la Commission européenne jusqu'aux élections européennes.
 - 24-26 — Sommet européen à Berlin consacré à l'agenda 2000 : accord sur le financement de l'UE de 2000 à 2006, réformes de la politique agricole commune et des fonds structurels.
 - 26 — Début des frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie.
 - IV. 8 — La BCE baisse de 3 à 2,5 % son taux directeur, le taux de refinancement (REFI).
 - V. 27 — Le Tribunal pénal international (TPI) inculpe le président yougoslave Slobodan Milosevic de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ainsi que quatre autres dirigeants serbes.
 - VI. 3 — Slobodan Milosevic accepte la proposition de paix conjointe de la Russie et de l'OTAN: cessation des violences, retrait de toutes les troupes serbes — armée, paramilitaires et polices du Kosovo —, déploiement d'une force internationale, retour des réfugiés, mise sous tutelle internationale de la province, qui devra bénéficier d'un large statut d'autonomie.
 - 4 — Adoption du pacte européen sur l'emploi au sommet de Cologne.
 - 7 — Crise du poulet contaminé par la dioxine : les États-Unis bloquent leurs importations en provenance d'Europe.
 - 8 — Publication du manifeste de Tony Blair et de Gerhard Schröder « *The third way/die Neue Mitte* », qui prône une plus grande flexibilité des marchés du travail, du capital et des biens en Europe.
 - 10-13 — Élections du Parlement européen marquées par une abstention record : dans 12 pays sur 15, l'abstention s'accroît par rapport à l'élection européenne précédente de 1994. Victoire des partis de droite sur les socialistes et les sociaux-démocrates sauf en France et au Portugal. Le Groupe du Parti populaire européen et des démocrates européens (PPE-DE), ancien Parti populaire européen est majoritaire avec 234 députés.
 - VII.1 — Présidence européenne : la Finlande succède à l'Allemagne pour six mois.
 - 10 — Romano Prodi est confirmé à la présidence de la Commission européenne.
 - 20 — Élection de Nicole Fontaine à la présidence du Parlement européen.

- IX. 11 — Les ministres des finances des Quinze conviennent de ramener de six à deux mois maximum à partir de janvier 2002 la période de double circulation des pièces et des billets anciens et nouveaux.
- XI.4 — La BCE augmente de 2,5 à 3 % son principal taux directeur, le taux de refinancement (REFI).
- 8-10 — XXI^e congrès de l'Internationale socialiste à Paris où Gerhard Schröder, Tony Blair et Lionel Jospin adoptent « *la déclaration de Paris* » qui met en relief une opposition commune au « *fondamentalisme néo-conservateur* » et une reconnaissance du caractère « *pluriel* » de l'Internationale.
- 10-11 — Sommet européen à Helsinki (Finlande) : annonce d'un processus d'élargissement à 13 pays, création en 2003 d'une force armée d'intervention rapide.

Allemagne

— Pendant l'année 1998 :

- la hausse des prix de détail a été en glissement de 0,3 % et en moyenne de 1 % par rapport à 1997 ;
- la hausse de la production industrielle a été en moyenne de 4,2 % par rapport à 1997 ;
- l'excédent commercial a été de 127 Mds de deutschemarks et le déficit de la balance des paiements courants de 6,5 Mds de deutschemarks.

A la fin de l'année 1998 le nombre des demandeurs d'emploi était de 4,1 millions, soit 9 % de la population active.

- II.7 — Défaite de la coalition SPD-Verts aux élections régionales de Hesse. Perte de la majorité au Bundesrat, première d'une série de défaites aux élections régionales.
- III.11 — Démission de Oskar Lafontaine, ministre de l'Économie, remplacé par Hans Eichel, ministre président de Hesse.
- IV.1 — Au cours du premier trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,3 %.
- VII. 5 — Déménagement du Parlement et de la Chancellerie de Bonn à Berlin.
- VIII.1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,5 %.
- XI.1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.

Algérie

- IV.15 — Abdelaziz Bouteflika, seul candidat restant est élu président de la République avec 73,79 % des voix, en remplacement de Liamine Zéroual.

États-Unis

- Pendant l'année 1998 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 1,6 % et en moyenne de 1,6 % par rapport à 1997 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en moyenne de 4,3 % par rapport à 1997 ;
 - le déficit commercial a été de 151,2 Mds de dollars et celui de la balance des paiements courants de 220,6 Mds de dollars.
- A la fin de 1998 le nombre des demandeurs d'emploi était de 6 millions, soit 4,5 % de la population active.
- I. 7-12 II.— Procès d' « impeachment » au Sénat contre Bill Clinton, suite à l'affaire Monicagate. Acquiescement de Bill Clinton.
- IV.1 — Au cours du premier trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,4 %.
- V. 30 — La Réserve fédérale augmente les *Federal Funds* de 0,25 point soit 5 %, 1^{re} hausse depuis deux ans.
- VII.29 — Représailles contre l'embargo sur le bœuf aux hormones en imposant des droits de douanes de 100 % sur des produits européens.
- VIII.1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,9 %.
- 24 — La Réserve fédérale augmente les *Federal Funds* à 5,25 %.
- X. 13 — Le Sénat refuse de ratifier le traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
- XI.1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.
- 16 — La Réserve fédérale augmente les *Federal Funds* à 5,5 %.

Israël

- Le chef du parti travailliste, Ehoud Barak est élu premier ministre avec 56 % des suffrages contre 43,9 % à Benyamin Nétanyahou.

Italie

- V. 13 — Carlo Azeglio est élu président de la République.

Japon

- Pendant l'année 1998 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 0,6 % et en moyenne de 0,7 % par rapport à 1997 ;
 - la production industrielle a en moyenne baissé de 6,6 % par rapport à 1997 ;
 - l'excédent commercial a été de 15,9 Mds de yens et celui de la balance des paiements courants de 15,7 Mds de yens.
- A la fin de 1998 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,9 millions, soit 4,1 % de la population active.
- III.1 — Au cours du premier trimestre la baisse des prix de détail a été de 0,5 %.
- VIII.1 — Au cours du deuxième trimestre, la baisse des prix de détail a été de 0,4 %.
- XI.1 — Au cours du troisième trimestre, stabilité des prix de détail.
- 11 — Le gouvernement annonce un plan de relance de 18 000 milliards de yens.

Maroc

- VII. 23 — Mort du roi Hassan II, son fils Mohammed V lui succède.

Royaume-Uni

- Pendant l'année 1998 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 2,7 % et en moyenne de 3,4 % par rapport à 1997 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en moyenne de 0,7 % par rapport à 1997 ;
 - le déficit commercial a été de 20,7 Mds de livres et l'excédent de la balance des paiements de 0,14 Md de livres.
- A la fin de 1998 le nombre des demandeurs d'emploi était de 1,3 million, soit 4,6 % de la population active.
- I.7 — La Banque d'Angleterre baisse son taux d'intérêt de 6,25 à 6 %.

- II.4 — La Banque d'Angleterre baisse son taux d'intérêt de 6 à 5,5 %.
- IV.1 — Au cours du premier trimestre, la baisse des prix de détail a été de 0,5 %.
- 8 — La Banque d'Angleterre baisse son taux d'intérêt de 5,5 à 5,25 %.
- VI. 10 — La Banque d'Angleterre baisse son taux d'intérêt de 5,25 à 5 %.
- VIII.1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 1,1 %.
- IX.8 — La Banque d'Angleterre relève son taux d'intérêt de 5 à 5,25 %.
- XI.1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,1 %.

Russie

- III — Boris Elstine limoge le Premier ministre Viktor Tchernomyrdine, après plus de cinq ans passés au gouvernement. Se succèdent au poste de Premier ministre : Sergueï Kirienko, Evguéni Primakov, Sergueï Stépachine, de nouveau Viktor Tchernomyrdine et Vladimir Poutine.
- XII. 19 — Vladimir Poutine remporte les élections législatives à la tête du parti « l'Unité ».
- 31 — Démission du Président Boris Elstine ;
Vladimir Poutine est nommé Président par intérim jusqu'à l'élection présidentielle du 26 mars 2000.

Tunisie

- X.25 — Élection présidentielle : le Président sortant Zine El Abidine Ben Ali est réélu avec 99,44 % des voix.

France

- Pendant l'année 1998 :
 - la hausse des prix de détail a été en glissement de 0,3 % et en moyenne de 0,8 % par rapport à 1997 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en moyenne de 4,4 % par rapport à 1997 ;
 - l'excédent commercial a été de 146,5 Mds de francs et celui de la balance des paiements courants de 236,4 Mds de francs.
- A la fin de 1998 le nombre des demandeurs d'emploi était de 3,4 millions, soit 11,8 % de la population active.
- I.1 — Relèvement de 3 % du RMI, de l'Allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'Allocation d'insertion (AI) et de 0,71 % du montant de la base mensuelle de calcul des allocations familiales. Relèvement du minimum vieillesse, des retraites complémentaires des cadres, des pensions d'invalidité, des rentes d'accident du travail et des allocations aux adultes handicapés.
- 18 — L'Assemblée nationale et le Sénat, réunis en Congrès, approuvent la révision de la Constitution préalable à la ratification du traité d'Amsterdam (*cf.* le 3 mars : adoption du projet de loi).
- II.1 — En janvier :
 - baisse de 0,3 % des prix de détail ;
 - excédent de la balance commerciale de 7,9 Mds de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3,374 millions en fin de mois (cvs).
- 9 — Première introduction en Bourse réalisée en euros ; le prix de l'action Air France pour les particuliers est fixé à 14 euros, soit 91,83 F.
- 12 — Publication du décret de privatisation d'Aérospatiale, qui va permettre la fusion du groupe aéronautique français avec Matra hautes technologies, filiale du groupe privé Lagardère.
- III.1 — En février :
 - hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 8,2 Mds de francs (cvs) ;
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3,372 millions en fin de mois (cvs).

-
- 3 — L'Assemblée nationale adopte le projet de loi autorisant le président de la République à ratifier le traité d'Amsterdam. Le Sénat l'adoptera le 16 mars.
- 4 — Signature de l'accord sur les 35 heures chez PSA Peugeot Citroën.
- Mise en place un Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale.
- 25 — Présentation du rapport Charpin, commissaire général du Plan sur l'avenir des retraites.
- 27 — Le groupe Renault acquiert 36,8 % du capital de Nissan.
- IV.1 — En mars :
- hausse de 0,4 % des prix de détail;
 - excédent du commerce extérieur à 10,2 Mds de francs (cvs);
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3,375 millions en fin de mois (cvs).
- Au cours du premier trimestre, la baisse des prix de détail a été de 0,1 %.
- 13 — Signature d'un accord cadre sur la réduction et l'annualisation du temps de travail dans 19 branches de l'industrie alimentaire.
- V. 1 — En avril :
- hausse de 0,2 % des prix de détail;
 - excédent du commerce extérieur de 7,4 Mds de francs (cvs);
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3,358 millions en fin de mois (cvs).
- 19 — Le gouvernement annonce son plan d'allègement des cotisations patronales sur les bas salaires prévu pour accompagner le passage aux 35 heures.
- VI.1 — En mai :
- stabilité des prix de détail;
 - excédent du commerce extérieur de 5,1 Mds de francs (cvs);
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3,346 millions en fin de mois (cvs).
- 13 — Élections européennes : fort taux d'abstention (53,25 %). La liste PS arrive en tête avec plus de 38 % des voix, percée des Verts ; les partis de droite obtiennent 35 %.
- 15 — Privatisation du Crédit Lyonnais.

-
- 30 — L'Assemblée nationale adopte le projet de couverture maladie universelle (CMU) à dater du 1^{er} janvier 2000 pour les six millions de français dont les revenus sont inférieurs à 3 500 CF par mois.
- VII.1 — En juin :
- stabilité des prix de détail;
 - excédent du commerce extérieur de 11,7 Mds de francs (cvs);
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3,340 millions (cvs).
- Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,7 %.
- 1 — Le taux horaire brut du SMIC passe à 40,72 F, soit une hausse de 1,24 %. Relèvement des allocations chômage de 1,22 %.
- 17 — Signature d'un accord sur les 35 heures dans l'industrie sucrière.
- VIII.1 — En juillet :
- baisse de 0,2 % des prix de détail;
 - excédent du commerce extérieur de 20,3 Mds de francs (cvs);
 - baisse du nombre de demandeurs d'emploi à 3,286 millions en fin de mois (cvs).
- 1 — Baisse du taux du Livret A de 3 à 2,25 %.
- 14 — OPA réussit de la BNP sur la banque Paribas. La BNP obtient 65 % du capital de Paribas et 31,8 % de la Société Générale.
- 27 — Réunion du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI). Il décide de ne pas autoriser la BNP à détenir une participation au capital de la Société générale.
- IX.1 — En août :
- hausse de 0,1 % des prix de détail;
 - excédent du commerce extérieur de 9,3 Mds de francs (cvs);
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3,265 millions en fin de mois (cvs).
- 5 — Annonce de la baisse des droits de mutation, la suppression du droit au bail payé par les locataires et la réduction du taux de TVA sur les travaux d'entretien du logement, cette dernière mesure entrant en application dès le 15 septembre.

- 9 — L'entreprise Michelin annonce la réalisation d'un bénéfice de 1,92 Md et la suppression de 7 500 postes de travail en Europe sur trois ans.
- 12 — Acquisition d'Elf par TotalFina, qui devient le quatrième groupe pétrolier mondial.
- 15 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi de finances pour 2000. Réduction du déficit budgétaire à 2,4 % du PIB après 2,7 % en 1999 ; réduction du déficit public à 1,8 % du PIB après 2,2 % en 1999.
- 21 — Annonce les grandes lignes du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS). Le déficit serait de 4 Mds en 1999 après 16,5 Mds en 1998. En 2000, un excédent de 2 Mds est prévu. Le taux de croissance des dépenses d'assurance maladie sera limitée à 2,5 %. Le fonds de réserve des retraites sera doté de 20 Mds début 2001 et de 30 Mds à terme.
- X.1 — En septembre :
- hausse de 0,2 % des prix de détail;
 - excédent du commerce extérieur de 15,4 Mds de francs (cvs) ;
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3,216 millions en fin de mois (cvs).
- 13 — Adoption à l'Assemblée nationale du projet de loi créant le Pacte civil de solidarité (PACS) ; (début des discussions à l'Assemblée nationale le 9 octobre 1998).
- 15 — Fusion entre le groupe français Aérospatiale Matra et l'allemand Dasa. L'*European Aeronautic Defense and Space Company* (EADS) devient le troisième groupe mondial de l'aéronautique.
- 19 — Adoption à l'Assemblée nationale du projet de loi sur la réduction du temps de travail (début des débats le 5 octobre).
- 25 — Le gouvernement renonce à faire financer en partie les 35 heures et les allègements de charges sur les bas et moyens salaires par la Sécurité sociale et l'Unedic. Le coût total des mesures sera compris entre 62 et 67 Mds pour l'année 2000 et sera financé par une fraction des droits de consommation sur le tabac, la contribution sociale sur les bénéfices (CSB), la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), la contribution de 10 % sur les heures supplémentaires. Le 28, l'Assemblée nationale vote la création du fonds destiné au financement des 35 heures.
- 26-2 XI. — Examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour l'an 2000 à l'Assemblée nationale. Il est adopté le 2 novembre.

-
- XI.1 — En octobre :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
 - baisse de l'excédent du commerce extérieur à 15,1 Mds de francs (cvs) ;
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 3, 179 millions en fin de mois (cvs).
- Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,1 %.
- 2 — Dominique Strauss-Kahn démissionne de son poste de ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie; Christian Sautter le remplace.
- 9 — Le Conseil constitutionnel valide le pacte civil de solidarité (PACS).
- XII.1 — En novembre :
- stabilité des prix de détail;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3,148 millions en fin de mois (cvs).
- 8 — Le gouvernement décide de maintenir l'embargo sur le bœuf britannique, malgré la décision de la levée définitive de l'embargo décidée le 1^{er} août par la Commission européenne.
- 15 — Malgré le vote du Sénat, la seconde loi sur la réduction du temps de travail (35 heures) est adoptée définitivement par l'Assemblée nationale.

